

note sur le dépeuplement des villages au Congo

J. SENECHAL

Université Marien Ngouabi, Brazzaville

RÉSUMÉ

Le Congo est le pays le plus urbanisé d'Afrique noire : Brazzaville, Pointe-Noire et une multitude de petits centres extra-coutumiers rassemblent au total 61 % de la population (en 1974). Dans la plupart des régions du Congo, les villages se dépeuplent. L'exemple d'un village lari proche de la capitale montre l'intensité de l'exode rural dans la région du Pool. Des chiffres concernant les districts de Boko et de Kinkala permettent de mesurer l'intensité de ce phénomène de dépeuplement des villages qui est relativement récent. Loin de la capitale, la région d'Owando nous montre l'impact de comportements démographiques différentiels sur l'évolution du peuplement rural (les Mbochi se montrant beaucoup plus dynamiques que les Kouyou). Dans la région de la boucle du Niari, on s'aperçoit que Makabana a vidé son arrière-pays de savane tandis que les villages forestiers accroissent leur population. Ici des considérations d'ordre foncier ont sans doute davantage joué que la différence de milieu naturel.

En conclusion, on signale quelques régions qui font exception à la tendance générale de dépeuplement des villages et l'on insiste sur le fait que ce dépeuplement n'est pas synonyme d'abandon de l'activité rurale : il se crée des villes rurales, de véritables terroirs urbains, tendance autorisée par le sous-peuplement général mais qui implique cependant des compétitions locales pour le sol. Au total, la production agricole diminue cependant et la dépendance alimentaire s'accroît, d'où la tendance de l'état à multiplier les entreprises agricoles d'état où le travail agricole mécanisé et salarié est accepté par la jeunesse scolarisée.

ABSTRACT

The Congo is the most urbanized country in Black Africa : Brazzaville, Pointe-Noire and a host of small extra-traditional centres accounted for 61 % of the total population in 1974. In most areas in the Congo, the villages are becoming depopulated. A Lari village situated near the capital illustrates the magnitude of this rural exodus in the Pool region. Figures for the Boko and Kinkala districts reflect the intensity of this relatively recent phenomenon. Away from the capital, the region of Owando shows how various types of demographic behaviour effect the evolution of the rural population (the Mbochis being much more dynamic than the Kouyous). In the Niari loop area, the savanna hinterland around Makabana has emptied, whereas the population of the forest villages is on the increase. In this particular case, land tenure has no doubt had more influence than environmental difference. Finally, we consider certain regions which are not affected by this general tendency towards depopulation in the villages. We stress the fact this depopulation does not mean the end of rural activity : on the contrary, new rural towns appear — truly urban areas -, a tendency which is favoured by the general underpopulation, but which implies competition for land at the local level. Overall agricultural production is, however, decreasing, as is self-sufficiency; this situation has prompted the Government to increase the number of State farms, where the principle of mechanized, wage-paid agricultural labour is accepted by the educated younger generation.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° 103083 ex 3

Cpte 1 A

Le Congo constitue un cas extrême en Afrique noire du point de vue de l'exode rural. Aucun état en effet n'y atteint le même degré d'urbanisation. Certes, le pays est très peu peuplé : 1.300.000 habitants selon le recensement général de 1974 et sans doute 1.450.000 aujourd'hui. Mais il reste que le Congo est l'état où — proportionnellement — la population rurale est la plus faible.

On se doute que la capitale, Brazzaville, qui doit dépasser actuellement 400.000 habitants, et le grand port maritime de Pointe-Noire, ont attiré un nombre impressionnant de ruraux, sans commune mesure avec les possibilités d'emploi. Au total ces deux grandes villes rassemblaient en 1974, 38 % de la population congolaise.

Mais l'accroissement vertigineux des grandes cités est un fait général en Afrique noire. Ce qui est plus spécifique au Congo, c'est le dépeuplement presque généralisé des villages. Et c'est sous cet aspect que le cas congolais apparaît comme extrême. D'abord parce que le pays est sous-peuplé à l'origine et que l'exode rural atteint des populations qui ne sont pas toujours prolifiques. Mais aussi parce que les deux métropoles congolaises ne sont pas seules à attirer les villageois : le fait nouveau des dix dernières années est l'ascension fulgurante d'une multitude de petits centres urbains ou semi-urbains, y compris dans le nord du pays, centres qui constituent un cadre de vie et d'activité radicalement différent du village ou du hameau traditionnel.

En 1974, 55 % des Congolais habitaient des centres de plus de 2.000 habitants. Mais l'examen détaillé du recensement oblige à bannir ce seuil de 2.000 habitants généralement retenu car il coupe artificiellement la série statistique. Pour évaluer correctement la population déracinée, c'est-à-dire vivant dans ce qu'on appelle les « centres extra-coutumiers », il est nécessaire de choisir le seuil de 1.000 habitants qui partage infiniment mieux peuplement traditionnel et peuplement moderne concentré : en effet, sur les 40 localités qui comptent de 1.000 à 2.000 habitants, 36 sont des établissements extra-coutumiers (gares, postes administratifs, centres industriels ou miniers, banlieues) et 4 seulement sont des villages. Dans la strate inférieure (500 à 1.000 hab.), il y a une majorité de villages.

Au total, c'est 61 % de la population congolaise qui vit dans des centres extra-coutumiers de plus de 1.000 habitants. Autrement dit moins de 40 % des Congolais vivent aujourd'hui dans des villages traditionnels. La modernisation du cadre de vie et la concentration des hommes sont donc largement avancées.

Quelques exemples vont nous montrer de quelle manière certaines particularités régionales ou locales modulent l'intensité du dépeuplement des villages. En conclusion on essaiera d'évaluer les effets de cette tendance sur le développement de l'économie rurale et la maîtrise de l'espace agraire au Congo.

DANS LA RÉGION BRAZZAVILLOISE ON ASSISTE DEPUIS PEU A UN DÉPEUPEMENT INTENSE DES VILLAGES

Voici d'abord un exemple qui montre l'intensité que peut atteindre l'exode rural dans un contexte géographique pour-

tant très favorable à l'émergence d'une agriculture prospère.

Boudzouka est un village lari d'environ 170 habitants situé à 30 km au sud-ouest de Brazzaville, près de Linzolo. Il est relié à la capitale par la route bitumée de Linzolo sur 26 km, puis par 4 km d'une mauvaise piste sableuse. Le village est installé depuis une vingtaine d'années au milieu d'une vaste savane parfaitement stérile qui couronne le sommet d'une grande colline massive. Le terroir agricole est constitué par les forêts mésophiles qui entourent la savane sommitale et dont les sols sont acceptables sans être vraiment bons. Au total une position très favorable (service de car assuré 2 fois par jour, 2 fois par semaine ; 125 services quotidiens pour Brazzaville au bord de la route goudronnée), un climat favorable, un facteur pédologique limitant mais non répulsif.

Pourtant Boudzouka n'est plus aujourd'hui qu'un village de vieux. La pyramide des âges repose sur la pointe ! Les moins de 20 ans (23 %) sont à peine plus nombreux que les vieillards (18 %) et beaucoup moins nombreux que les adultes (59 %). Parmi ces derniers les 4/5 ont plus de 40 ans ; 12 % seulement de la population ont entre 20 et 40 ans et il s'agit essentiellement de femmes : les adultes jeunes de sexe masculin représentent 2 % de la population ! On se demande comment le village survivra. Son avenir semble menacé à très court terme. Et pourtant il n'est pas sûr que le village disparaisse car à côté de l'exode massif des jeunes, on trouve un mouvement de retour à la terre chez les plus de 40 ans : plus de la moitié des chefs de ménage sont d'anciens citadins revenus au village. D'ores et déjà Boudzouka n'est plus qu'un village de retraite pour ceux qui sont fatigués de lutter pour survivre en ville et pour ceux, beaucoup plus rares qui touchent une pension de retraite. Néanmoins, la balance migratoire n'est sûrement pas favorable au village : en effet les enfants des résidents de Boudzouka qui n'ont jamais vécu en ville sont, pour 72 % d'entre eux, installés à Brazzaville ; 4 % sont à Pointe-Noire, 7 % dans d'autres villes du Congo : au total 83 % sont en ville et les 17 % qui vivent encore en milieu rural se partagent presque pour moitié entre des enfants mineurs et des femmes mariées dans les villages voisins. Parmi les enfants majeurs de sexe masculin, il n'y en a pas plus d'un sur dix qui reste en milieu rural ; chez les femmes la proportion est presque aussi faible (une sur sept ou huit reste au village). Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions si les villages de la région brazzavilloise se dépeuplent rapidement. L'attrait du mode de vie urbain est plus fort que tout même quand les conditions géographiques au sens strict sont favorables au maintien et même au développement d'une économie agricole prospère.

Il ne saurait être question d'extrapoler à partir du seul exemple de Boudzouka, qui est sûrement caricatural. Mais il demeure certain que les villages du Pool (1), en tout cas dans les districts de Kinkala et de Boko, qui étaient les plus peuplés, connaissent actuellement un dépeuplement intense. C'est un phénomène relativement récent qui résulte autant du vieillissement de la population rurale que de l'exode actuel vers Brazzaville et les centres urbains secondaires. Le dépeuplement a commencé à Boko dès le début des années soixante : après être passée par un maximum de 37.800 habitants en 1959, la population tombe à 35.700 en 1964 et à 28.800 en

(1) La région du Pool est l'arrière-pays brazzavillois. Boudzouka fait partie du district de Ngamaba (environs immédiats de Brazzaville) mais il est tout proche de la limite de district de Kinkala et représente davantage l'évolution de ce district que celle des villages de Ngamaba généralement en voie de suburbanisation et dont la population croît rapidement.

1974, soit une perte de 24 % en 15 ans. Dans le district de Kinkala, le maximum est atteint entre 1964 et 1968 semble-t-il, avec une population variant de 42.000 à 46.000 habitants. En 1974, il n'en reste plus que 39.000 et 12.000 d'entre eux habitent dans des centres urbains secondaires (à Kinkala même ou dans les agglomérations qui se sont développées autour des gares du Congo-Océan). La population des villages a chuté de 34.600 en 1967 à 27.000 en 1974, soit une perte de 22 % en 8 ans!

DANS LA RÉGION D'OWANDO. LOIN DE LA CAPITALE. DES DIFFÉRENCES DE COMPORTEMENT DÉMOGRAPHIQUE DÉTERMINENT DE VIOLENTS CONTRASTES DANS L'ÉVOLUTION DU PEUPEMENT RURAL

On pourrait penser que la proximité de la capitale est principale responsable du dépeuplement des villages du Pool. Mais l'exemple du district d'Owando (anciennement Fort-Rousset), dans la Cuvette congolaise, nous montre que ce facteur, qui joue certainement un rôle, est loin d'être le seul en cause. En effet Owando est située à 532 km au nord de Brazzaville et la route qui y mène est extrêmement défec-tueuse presque toute l'année. Pourtant les villages qui l'entourent sont, comme ceux du Pool, en état de dépeuplement rapide.

Voici le village de Boua, situé à environ 70 km en aval d'Owando, sur le Kouyou. Boua fut autrefois le siège d'une factorerie de la C.F.H.B.C. qui y possédait également une huilerie à bras et un magasin (cf. SAUTTER p. 303). La factorerie est devenue un magasin d'état (OFNACOM). Une école et un dispensaire y existent depuis longtemps. Malgré ces avantages et malgré l'éloignement de la capitale, une très grande partie de la population active a été attirée par les villes : en mai 1976, sur 47 hommes adultes vivants et natifs de Boua, 21 habitent Brazzaville, 3 habitent Owando et 5 autres, quoique résidant légalement à Boua, passent neuf mois par an sur l'Oubangui : il en reste 18 au village. Au total les citadins (24) sont aussi nombreux que les ruraux (23).

Boua pourtant n'est pas un cas extrême en pays kouyou. L'infrastructure sociale qu'il possède (école à cycle complet, dispensaire, magasin) limite les dégâts. Dans d'autres villages le tableau serait beaucoup plus sombre.

Nous avons essayé de mesurer l'intensité du dépeuplement et ses variations locales en comparant la carte par points établie par Gilles SAUTTER à partir de données remontant aux environs de 1954 et le Recensement général de 1974. De cette comparaison il résulte qu'en une vingtaine d'années, les villages kouyou ont perdu en moyenne près de la moitié de leurs habitants (46 %). Le nord du pays kouyou est le plus frappé (pertes de 55 et 57 %) : ce sont les villages les plus concernés par l'agriculture. Les villages proches de la grande rivière ont subi des pertes moins élevées, surtout vers l'aval (41 % pour les villages en amont d'Owando et 21 % seulement pour les villages d'aval, parmi lesquels se trouve Boua) : ce sont des villages largement tournés vers la pêche, activité plus rémunératrice que l'agriculture (à Boua, la moitié des hommes ont la pêche pour activité principale, si l'on ne compte que les résidents; si l'on inclut les pêcheurs de l'Oubangui qui sont recensés à Boua, la proportion des pêcheurs monte à six sur dix.

Autre trait frappant : les villages mbochi (2) ont connu dans la même période une évolution tout à fait différente : les villages proches d'Owando se sont dépeuplés, surtout les villages d'agriculteurs éloignés de la grand'route, mais à un rythme beaucoup moins rapide que les villages kouyou : ils ont perdu en moyenne un tiers seulement (32 %) de leur population; les villages riverains de la route de Brazzaville n'ont décliné que de 15 %. Dans les villages proches de l'Alima, qui sont aussi les plus éloignés d'Owando, le tableau change radicalement : on y observe au contraire un gain démographique substantiel, allant jusqu'au doublement de la population.

Qu'en conclure? D'abord que l'accroissement de la population du district (qui serait passée de 19.000 à 24.700 habitants entre 1964 et 1974), ne doit pas faire croire à un essor démographique de la population rurale de l'ethnie jusqu'alors dominante (les Kouyou). Ce gain de population est dû principalement à l'essor des centres extra-coutumiers (Owando et Oyo) qui ont gagné près de 7.000 habitants en 10 ans et croissent pour une part grâce à l'immigration de Mbeti, Teké ou Likouala originaires des districts voisins. La population des villages, elle, a décliné dans l'ensemble de 30 % entre 1954 et 1974 et l'on a vu qu'il s'agit d'une moyenne entre des évolutions très différentes. Cette évolution différentielle est liée à la différence de dynamisme démographique entre les deux groupes. L'évolution du peuplement dans le district d'Owando illustre à merveille la coupe démographique nord-sud que l'on peut lire dans la thèse de Gilles SAUTTER en page 253 : le nombre d'enfants de 0 à 15 ans pour 100 femmes adultes était vers 1954 de 67 chez les Kouyou de Fort-Rousset (ancien nom d'Owando), de 77 chez les Mbochi de Fort-Rousset et de 130 chez les Mbochi d'Abala; 20 ans après on constate que les villages kouyou ont perdu 46 % de leur substance, tandis que les villages mbochi proches d'Owando n'en ont perdu que 32 % et que les mbochi riverains de l'Alima ont progressé. Ces résultats nous font penser que les Mbochi de la rive nord de l'Alima ont un comportement démographique beaucoup plus semblable à celui des Mbochi d'Abala qui occupent l'autre rive de l'Alima qu'à celui des « Mbochi de Fort-Rousset » de G. SAUTTER qui sont peut-être largement métissés de Kouyou ou qui, en tout cas, semblent bien en situation démographique de transition.

Au total il nous semble, mais ce n'est pas tout à fait une certitude, que les différences dans l'évolution du peuplement observées dans le district d'Owando résultent beaucoup plus de comportements démographiques différenciés que d'une ponction différentielle de l'exode rural.

Cet exode rural déjà ancien puisqu'il inquiétait déjà vers 1950, ne s'est pas ralenti longtemps. Les espoirs de G. SAUTTER de voir « les cellules villageoises... souffler, chercher un nouvel équilibre » et que la région saisisse la « chance » que lui offrait le ralentissement considérable de l'émigration dans les années qui précédèrent l'indépendance, se sont révélés vains. « Les projets relatifs au café » n'ont pas abouti comme le prouve l'abandon des caféières de Kanguini aux portes même de la capitale régionale, et qui retournent lentement à la forêt naturelle. Les craintes de l'auteur de voir la commercialisation de ce produit poser de sérieux problèmes se sont hélas! révélées bien perspicaces. Et finalement le ralen-

(2) Le pays mbochi (stricto sensu) commence immédiatement au sud d'Owando.

tissement de l'émigration juste avant l'indépendance n'aura bien été qu'« un répit précédant une nouvelle vague d'urbanisation ». En effet, de 1961 à 1974, les effectifs du groupe mbochi (3) à Brazzaville ont presque quadruplé : c'est de très loin le groupe ethnique qui a été le plus touché par l'exode rural. Une analyse des résultats du recensement montre que la plupart d'entre eux ont dû arriver dans la capitale depuis 1969 : en effet l'exode rural a connu une accélération vertigineuse depuis cette date : le lustre 1959-1963 a vu arriver 25.000 immigrants; de 1964 à 1968 on note 27.000 arrivées à Brazzaville; de 1969 à 1973 le chiffre monte subitement à 41.000... Cette accélération du rythme de l'émigration s'est faite hélas! en déphasage complet avec le développement économique : en effet, si nous en croyons P. VENNETIER, 7 usines ont été créées à Brazzaville dans la première période (1959-1963), 6 dans la seconde (1964-1968) et seulement une dans la dernière (1969-1973).

De nos jours donc, les Kouyou sont beaucoup plus nombreux en ville qu'à la campagne. C'est un changement radical (mais relativement prévisible, on l'a vu) par rapport aux années 1950. Il n'en reste pas moins que la différence de dynamisme démographique entre Kouyou et Mbochi dans le dernier quart de siècle comporte une conséquence qui n'est pas négligeable, à savoir que dans le district d'Owando ci-devant fief des Kouyou, les Mbochi stricto-sensu sont aujourd'hui aussi nombreux que les Kouyou et que la population des villages dans ce district est maintenant à majorité mbochi (Mbochi 55 %, Kouyou 45 %), le taux d'urbanisation étant de 42 %.

DANS LA RÉGION DE MAKABANA L'ÉVOLUTION DIFFÉRENTIELLE DU PEUPLEMENT RURAL EST-ELLE DUE AU CONTRASTE DES MILIEUX NATURELS OU AU JEU DES DROITS FONCIERS ?

Makabana est une ville-champignon créée dans la boucle du Niari comme centre nerveux et logistique d'un chemin de fer minéralier. Il y a 20 ans, Makabana n'existait pas. Les villages kougni s'alignaient sur les deux routes du Gabon (l'ancienne et la nouvelle) et le long de la route de Kibangou à Mossendjo via Titi. A partir de 1960 un grand bouleversement commence pour la région : la construction du chemin de fer COMILOG pour l'évacuation du manganèse gabonais vers Pointe-Noire. La ville de Makabana a été construite ex nihilo par la COMILOG dans le méandre le plus septentrional du Niari, au contact du grand massif forestier équatorial (au nord) et des vastes savanes du Niari (au sud). Mme VILLIEN, dans sa thèse récente sur la Compagnie Minière de l'Ogooué, a décrit dans le détail les transferts de villages vers la nouvelle voie et la route de service qui la longe. Nous renvoyons donc à son ouvrage en ce qui concerne ces transferts. Et nous essayons d'apporter notre pierre en développant des points nouveaux. Une brève mission sur le terrain en juillet 1978 nous a permis de tirer la conclusion suivante : Makabana qui est au contact forêt-savane a littéralement vidé son arrière-pays de savane, alors que les villages forestiers résistent beaucoup mieux, voire accroissent leur population.

Au sud-ouest de Makabana il y avait, avant la création de la ville, une douzaine de villages. Les villages de l'ancienne route

du Gabon ont presque tous été désertés entre 1962 et 1964 : ils étaient les plus vulnérables puisqu'ils étaient les plus proches, riverains de surcroît d'une voie abandonnée. Seul demeurait le village de Koutina au carrefour de la bretelle reliant Makabana à la nouvelle route. Les villages de la nouvelle route ont un peu mieux résisté : il en restait trois sur six en 1974. Depuis 1974, Koutina a rejoint l'agglomération de Makabana, imité par l'un des trois villages survivants de la nouvelle route : il ne reste plus, au sud-ouest de Makabana, dans les savanes, que deux villages, 220 habitants au total en 1977. La gare de Moukanga, dans la savane, au sud de Makabana, n'atteint pas quarante habitants y compris les familles des cheminots.

Au nord de Makabana, en forêt, le tableau est tout différent : avant la création de la voie ferrée, neuf villages s'égreuaient entre Titi et le bac de la Le Boulou, sur la route Mossendjo-Kibangou. Dès 1962, les villages les plus éloignés de la voie ferrée ont fait mouvement vers elle. En 1975, lors du passage de Mme VILLIEN, seuls les trois villages les plus proches du chemin de fer survivaient. Depuis deux autres ont disparu : seul reste Titi au carrefour de l'ancienne route de Kibangou et de la route COMILOG. L'espoir de Mme VILLIEN de voir revivre cette route grâce au chantier forestier de la FORALAC ne s'est pas réalisé. En 1978, il n'y a plus de villages que le long de la voie COMILOG. Ces villages, au nombre de huit, sont tous des villages nouveaux à l'exception de Titi. Ils totalisent environ 1.300 habitants en 1978.

Récapitulons : une ville se crée au contact forêt-savane, à équidistance de deux groupes de villages de la même ethnie (les Kougni). Moins de 20 ans après, la savane a perdu les 2/3 de ses habitants, la forêt a augmenté sa population de moitié.

Quels sont les facteurs responsables d'un tel contraste ? On pense d'abord au milieu naturel : du point de vue des pédologues, il n'y a point de différence importante entre les sols des deux rives du Niari puisqu'ils sont rangés dans la même classe (4) et représentés par le même figuré dans l'Atlas de l'ORSTOM. Il reste que, du point de vue de l'agriculteur, la forêt, par elle-même, modifie le complexe écologique grâce à l'humidité qu'elle entretient et à la masse végétale qu'elle fournit et qui peut être mobilisée par l'agriculture notamment par le biais du brûlis. Il suffit de voir les belles plantations de bananiers qui entourent le village de gare du PK 110 pour se convaincre de la différence d'aptitude entre la savane et la forêt du point de vue de l'agriculture commerciale (la banane vient mieux en forêt; elle est peu exigeante en travail et le rapport revenu/travail est assez satisfaisant). D'ailleurs un contraste de peuplement tout à fait semblable s'observe dans la région du Kouilou là où, venant des savanes côtières, le chemin de fer Congo-Océan s'enfonce dans la forêt du Mayombé : là aussi le peuplement devient subitement beaucoup plus dense dès que la forêt apparaît; là aussi la banane joue un rôle essentiel dans l'économie rurale.

Nous pensons cependant que les facteurs naturels, malgré les apparences, ne sont peut-être pas les plus déterminants. Sans que nous en ayons la preuve absolue, il nous semble que les problèmes fonciers ont dû jouer un rôle capital. En effet, en étudiant l'origine des habitants de deux des villages sub-

(3) Le groupe ethnique mbochi rassemble les mbochi stricto-sensu centrés sur l'Alima, les Kouyou, les Makoua et plusieurs autres peuples de moindre importance numérique (Ngaré, Likouala, Likouba, Moye, Banga, Boubangui et Mboko) habitant presque tous la région administrative de la Cuvette dont la capitale est Owando.

(4) Sols ferrallitiques fortement désaturés en B, remaniés, jaunes, issus de roches sédimentaires.

urbains de Makabana, nous avons pu constater un contraste assez net.

Mingouengouélé est le plus peuplé de tous les villages suburbains de Makabana, le plus ancien, et aussi celui qui commande l'accès à la savane. La quasi-totalité des habitants y sont Kougni et proviennent essentiellement des savanes drainées par la route du Gabon. 45 % des migrants proviennent des villages abandonnés des deux routes du Gabon et de Yama, seul village ancien qui y subsiste.

Ponton, au contraire, est le premier village suburbain que l'on traverse en quittant Makabana pour le nord. Il est deux fois et demi moins peuplé que Mingouengouélé. Il est coincé entre la ville et le Niari. Ici le peuplement ne s'est pas fait par transfert de villages entiers : mais par addition de migrations individuelles. L'origine géographique des villageois est beaucoup plus variée : les Kougni restent majoritaires mais ils ne sont pas les seuls : le district de Divénié, la région de la Lékoumou ont fourni des migrants. Et surtout, de façon très caractéristique, on observe que presque tous les Kougni de ce quartier sont originaires de la forêt (principalement de l'ancienne route de Mossendjo à Kibangou par Titi).

Qu'en conclure ? Une précision importante est apportée par Mme VILLIEN : Mingouengouélé est revenu au site qu'il occupait avant que l'administration coloniale ne l'oblige en 1936 à venir s'installer sur la route du Gabon.

Il nous semble donc qu'en réalité nous avons affaire à un problème foncier et que les choses se sont un peu passées comme en pays nzabi plus au nord (cf. l'étude de B. GUILLOT) sur les « déplacements récents de population provoqués par l'axe Comilog » : dès que l'on a connu l'emplacement de la nouvelle ville, les anciens occupants du lieu se sont empressés de rappliquer et pour obtenir des emplois et pour faire valoir et fructifier leurs droits sur la terre (et peut-être bien les eaux de pêche). Il nous manque une enquête pour prouver cette hypothèse mais il nous apparaît comme probable que le contraste de peuplement que nous avons décrit s'explique avant tout par le fait que les terres cultivables accessibles depuis Makabana relevaient des villages de la savane, qui ont ainsi pu venir sans problème s'agglutiner à la ville. Au contraire les gens originaires de la forêt n'ont pu accéder librement à des terres proches de la ville, et ont donc continué à vivre en villages autonomes centrés sur les petites gares. Les avantages du milieu forestier tant du point de vue de l'agriculture que du point de vue de la chasse ont sans doute favo-

risé cette solution, en compensant partiellement l'avantage de position des gens de Mingouengouélé.

La morale de cette histoire, c'est que les droits d'usage sur les terres et les eaux opèrent une sélection entre ceux qui peuvent vivre en ville d'activités rurales et ceux qui ont le choix entre le chômage et la vie au village.

Le dépeuplement des villages (je n'ai pas dit le dépeuplement rural) est un fait presque général au Congo, qui touche même les principaux foyers de peuplement (pays larisoundi-bacongo du Pool; plateau koukouya, etc.); en pays bembe, pourtant très prolifique, la population stagne. Il y a cependant de rares régions où la population des villages augmente : pays de Fouta, avant pays mayanbien, vallée centrale du Niari. Il faut souligner que le dépeuplement des villages n'est pas synonyme d'abandon de l'activité agricole : il y a apparition de villes rurales, avec des terroirs urbains soit bien individualisés, quand le plat pays qui entoure la ville est peu peuplé ou dépeuplé (cas de Loubono ex Dolisie et d'Onanda ex Fort Rousset), soit s'imbriquent à l'échelle d'une région avec les terroirs villageois (cas de Brazzaville dans la région du Pool). Paradoxalement, dans ce pays sous-peuplé, la concentration des hommes fait que, localement, la terre arrive à manquer et soit l'objet d'une âpre concurrence, notamment entre l'Etat et les paysans.

Le même paradoxe fait que localement se posent des problèmes de « surculture », de raccourcissement des jachères, de dégradation de la forêt, etc.

Le maintien d'une activité agricole certaine par les villes congolaises, n'empêche cependant pas le déclin de la production et la pénurie alimentaire est telle que le pain de manioc est aujourd'hui plus cher que le pain de froment. La cause directe principale de l'exode rural est la scolarisation qui est presque totale depuis une quinzaine d'années et qui, dans l'hémisphère sud, retient les enfants à l'école pendant toute la saison des cultures (octobre à mai). Mais le déterminant fondamental est sans doute le refus, non pas de tout travail agricole, mais du travail agricole traditionnel. Voilà pourquoi au Congo tout régime politique sera confronté à la nécessité d'offrir à la jeunesse des emplois agricoles salariés dans de grandes entreprises modernes mécanisées. De toutes façons l'incapacité de bien des pays africains à se nourrir nous amener à nous demander si l'agriculture n'est pas trop difficile à maîtriser et si la priorité ne devrait pas être donnée à l'industrie.